

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
31 mai au 6 juin 2001

10 FF
1,52 €

Sommet de la Banque mondiale à Barcelone La rue repousse l'élite

C'EST DONC OFFICIEL : LA Conférence annuelle de la Banque Mondiale sur l'économie et le développement en Europe ne se réunira pas du 25 au 27 juin à Barcelone afin d'éviter les « groupes de provocateurs » qui avaient annoncé leur intention d'interrompre cette réunion et de manifester contre elle. Caroline Anstey, porte-parole de la Banque Mondiale, explique : « Une conférence sur la réduction de la pauvreté devrait avoir lieu dans une ambiance de paix, sans provocations, violence ni intimidation. [...] L'heure est venue de se prononcer

rationnel. La prochaine de ces réunions se tiendra à Washington, l'an prochain.

Qui sont les vrais provocateurs ?

Le Collectif à l'origine de l'essentiel de la mobilisation de Barcelone, et qui regroupe plus de deux cents associations diverses, a aussitôt répondu aux accusations des affameurs de la BM. Valorisant cette victoire de la mobilisation, le Collectif « Un autre monde est possible » a tenu à rappeler que les maîtres du monde allaient quand même continuer à sévir, et que la lutte devait conti-

ner et qu'elle est financée, entre autres, par des États marchands d'armes. À propos de la violence et de l'intimidation regrettée par Caroline Anstey, le Collectif rappelle qu'il n'a appelé qu'à des actions de désobéissance civile non violentes, et que la violence institutionnelle, avec son dispositif de 6000 policiers sur équipés, n'était pas comparable. Enfin, en ce qui concerne l'absence de dialogues entre la Banque Mondiale et les ONG sollicitées, le Collectif a relevé que cette tentative de diviser le mouvement de protestation n'avait pas abouti.

Ce n'est qu'un début

Pourtant, pas question de baisser les bras, dit-on parmi les protestataires de Barcelone. Ainsi, la plupart des activités prévues sont maintenues. La semaine du 16 au 21 juin sera une période d'actions contre l'Union Européenne comme agent de la globalisation économique. Le 24 juin à midi, la manifestation festive est maintenue et une action devant la bourse financière de la ville aura lieu, et elle se prolongera toute la nuit. Et le 25 juin, une visite guidée du bâtiment sera organisée...

Il est incontestable que l'ampleur donnée à la mobilisation a fait reculer les officiels ; ceci est un événement en soi, une première. Comme nous l'avions déjà dit ici (1), il était stupide (ou calculateur ?) de vouloir organiser un tel événement dans une ville aux traditions historiques de luttes ouvrières, antifranquistes, culturelles, sociales et libertaires aussi fortes. De cet événement, on peut dire que la Banque Mondiale ne souhaite pas ternir son image en Europe. Et qu'elle n'a pas su apprécier (par méconnaissance du terrain) la force des mouvements sociaux et de leurs réseaux dans cette région du monde.

On peut d'ailleurs mettre cette victoire sur le compte de la contestation grandissante en Espagne qui a fait ses preuves dans le rejet de la violence de l'ETA, du plan Hydraulique, des lois contre les étrangers, de la riposte contre les plans sociaux. L'État espagnol en a profité pour rappeler sa volonté de réprimer le peuple dont il est soi-disant la représentation pour mieux protéger les intérêts économiques dominants.

Ainsi, le maire de Barcelone et le gouvernement espagnol ont regrettés la décision de la BM : quelle meilleure illustration de l'antagonisme entre gouvernants et gouvernés pouvait-on trouver ?

Et maintenant ?

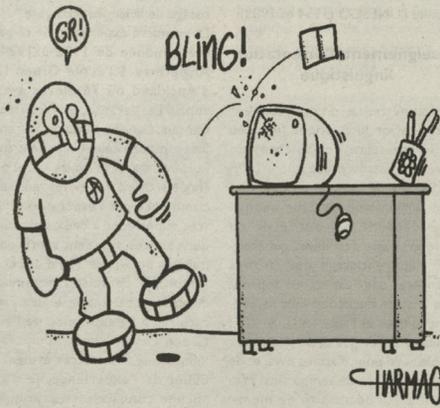
Les questions qui se posent à ceux qui ont à cœur de transformer les protestations anti-mondialisations où les enjeux politiques ne sont pas absents, en forces anticapitalistes et autogestionnaires, bases d'un mouvement social aux pratiques multiformes, restent entières. Le mouvement anarchiste, en prenant part aux mobilisations contre les sommets, doit les élargir techniquement et les radicaliser politiquement. Nous avons aujourd'hui les moyens de dynamiser des protestations simultanées partout, et plus seulement dans les villes où se déroulent les sommets ; notamment pour enrayer la délégation des luttes et le cycle manifestation-répression, match

frontal inégal où nous n'avons rien à gagner. Nous avons aussi une opportunité rare de dire que la mondialisation et les multinationales sont les avatars d'un système d'oppressions que nous combattons depuis toujours et qui est le vrai ennemi à abattre : le capitalisme, appuyé par l'étatisme. Notre contestation anti-mondialisation doit donc évoluer vers une intégration la plus large possible des questionnements libertaires sur toutes les dominations : sociales, sexuelles, raciales, économiques...

En attendant, les responsables du sommet annulé de Barcelone ont annoncé que la conférence allait avoir lieu à l'abri des regards et des manifestations de rue. Internet sera ce lieu virtuel permettant la consultation et la discussion des documents préparés pour l'occasion. Il n'y a plus qu'à espérer que de nombreux « hackers », ces pirates internautes, aient eux aussi une conscience solidaire et anticapitaliste...

Daniel. - Groupe Gard-Vauluse
(1) *Le Monde libertaire* n°1245

LA BANQUE MONDIALE ORGANISE
SON SOMMET SUR INTERNET



contre ce type d'intimidation face à un débat libre » (sic). Nicholas Stern, premier vice-président, expliqua que la B.M. avait prévu d'intégrer dans ses délibérations de nombreux groupes qui s'opposent à la tenue de la conférence. « Il est lamentable que nos critiques les plus virulents préfèrent ne pas participer au dialogue ». Les porte-parole renouvelèrent la pleine confiance de la B.M. à l'égard des autorités espagnoles qui avaient déclaré qu'elles étaient tout à fait capables d'assurer la sécurité des 200 participants à ce sommet interna-

nuer. Rétorquant aux affairistes qui ne viendront pas dans la capitale catalane, les protestataires ont tenu à dire que dans son communiqué, la BM s'en prenait aux centaines d'associations catalanes et espagnoles, associations dont la légitimité populaire est réelle, comparée à celle dont se prévaut l'organisme international ; que la BM ne peut parler sérieusement de lutte contre la pauvreté, de paix, puisque depuis 50 ans, elle n'a pu enrayer l'accroissement de la pau-

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web,
Radio libertaire, le Monde libertaire...
<http://www.federation-anarchiste.org/>

EDITORIAL

La marche noire qui a mis 500 000 personnes dans les rues de Tizi Ouzou le lundi 21 mai dernier est exemplaire à plus d'un titre. Non pas parce que le noir en a été la couleur officielle, encore que... mais sûrement parce que de nombreux slogans sonnaient particulièrement bien à nos oreilles délicates : libérez la liberté... pouvoir assassin... gendarmes criminels. Quoi de plus universel et rassembleur ? C'est que le gouvernement Bouteflika et la clique militaire n'y vont pas avec le dos de la cuillère dans le mépris, le cynisme et l'arrogance, la hogra comme le résume un mot populaire algérien. 80 ou 100 morts depuis le 18 avril dernier, saura-t-on un jour ? Un discours à la télé dans une langue ignorée par 80 % des populations et, qui plus est, pour ne rien annoncer d'autre que la création d'une commission d'enquête bidon. Pour couronner le tout, il n'y avait rien de plus urgent pour le gouvernement que de décréter le musellement de la liberté de la presse.

Dans de telles conditions le terrorisme pourrait avoir de beaux jours devant lui. Et pourtant les populations présentes à Tizi Ouzou ont su relever la provocation militaro-étatique. Elles ont su contenir leur légitime révolte face aux humiliations quotidiennes des gendarmes et face aux accusations de dissidence nationaliste berbère dans laquelle on voudrait les enfermer.

Oui, ils sont kabyles, et alors ? Cela empêche-t-il de savoir que le sort qui leur est fait n'est pas plus enviable que celui subi par les habitants d'Alger ou d'Oran ? Leur intelligence est de comprendre que l'amélioration de leurs conditions de vie ne sera possible que si leur révolte rencontre le ras-le-bol des autres populations algériennes. Ils ne veulent pas se libérer contre les autres, mais avec les autres. À cette dynamique-là nous sommes prêt à adhérer. C'est, nous en sommes convaincus, une alternative d'ouverture à l'heure où les populations israéliennes se fourvoient dans le soutien à la répression tous azimuts du gouvernement Sharon et à l'heure où l'E.T.A. poursuit sa fuite en avant par des assassinats dont on a depuis longtemps perdu le sens.

L'avenir n'est pas dans le cloisonnement et l'enfermement nationaliste mais dans la construction des identités individuelles à partir de tous les éléments culturels et sociaux dont nous disposons là où nous vivons, voulons ou pouvons vivre, ce qui n'est possible qu'avec l'aide et le soutien de la liberté des autres.

ISSN 0026-9433 - N° 1247

M 2137 - 1247 - 10,00 F



Où en est l'espéranto ?

LA QUESTION D'UNE LANGUE commune se pose avec toujours plus d'acuité avec la construction de l'Union européenne, la mondialisation et diverses migrations. Ce problème est particulièrement grave dans les institutions internationales.

Dans la précédente assemblée européenne, 133 députés (21,24%) appartenant à tous les horizons politiques ont admis que l'espéranto pourrait contribuer à la solution de ces problèmes. Au niveau des populations, les situations dans lesquelles des personnes ne disposent d'aucun moyen pour bien se comprendre sont fréquentes. Y compris pour celles qui maîtrisent plusieurs langues, l'espéranto apporte une dimension supplémentaire à la communication linguistique. Mieux que n'importe quelle autre langue, il ouvre l'accès à une communication de qualité dans les meilleurs délais et à moindres frais. Observé dès les premières années de son existence, ce fait est toujours confirmé de nos jours, notamment par des jeunes qui le découvrent et l'apprennent sur Internet faute de pouvoir le connaître par l'enseignement officiel, comme a pu l'attester, parmi beaucoup d'autres, Behrouz Soroushian, un étudiant iranien actuellement en France : « L'espéranto est une planche de salut. Il est très facile et, en outre, précis. Il m'a été possible d'écrire des articles pas trop mauvais après 5 mois d'étude de l'espéranto, ce que je ne peux pas faire après 15 années d'étude de l'anglais. » Internet permet de percer le mur du silence qui a entouré cette langue libre de toute dépendance avec quelque puissance que ce soit. Malgré les chicanes qui ont été dressées devant elle durant 113 ans d'histoire, elle est aujourd'hui implantée dans plus de 120 pays. Sa presse compte plus d'une centaine de titres. « Esperanto » est lu dans 120 pays ; « Heroldo de Esperanto » a des abonnés dans plus de 70. Lancé en 1980 par le rédacteur en chef de la section politique du quotidien allemand « Augsburgischer Allgemeine », actuel président de l'Association Mondiale des Journalistes Espérantistes, le magazine mensuel

international « Monato » est lu dans 65 pays ; il a un réseau de 100 correspondants et collaborateurs réguliers dans 45. Le nombre de locuteurs est généralement estimé à trois millions de personnes. L'implantation est plus dense en Europe de l'Est, en Extrême-Orient (Japon, Chine, Corée), en Amérique latine (Brésil, Argentine). Elle est plus récente en Afrique.

Principales applications

Dans le cadre scolaire, c'est la seule langue permettant à tous les élèves de bénéficier d'un réel enseignement bilingue. Il offre par ailleurs une prédeuterie de choix pour l'apprentissage ultérieur des autres langues. Du fait de sa plus grande facilité, il permet à l'élève de passer du plus facile au plus difficile tout en accédant, bien plus tôt qu'avec toute autre langue, aux échanges internationaux. Pour les enseignants, il donne la satisfaction de voir ses élèves progresser à grands pas. Le nombre d'établissements d'enseignement supérieur où il a été inscrit au cursus a atteint 151 en 1987 dans divers pays dont la Chine (progression multipliée par cinq entre 1972 et 1992). Le nombre de propositions de loi visant son admission dans l'enseignement est passé, en France, de 2 dans la période 1907-1974 à 7 dans la période 1975-1997.

Dans la communication scientifique, il est la principale langue de travail de l'Académie Internationale des Sciences de Saint Marin qui, en onze ans d'existence, a déjà eu un prix Nobel (Sciences économiques 1994) en son sein : l'Allemand Reinhard Selten, qui a appris l'espéranto dans sa jeunesse, en dehors du cadre scolaire.

Des organisations visent sa promotion à des fins économiques et commerciales comme l'IKEF (Groupe spécialisé pour l'espéranto dans le commerce), TAKE-Esperanto (Association Mondiale des professionnels du bâtiment et des travaux publics). Un dictionnaire de l'économie et du commerce en 13 langues a été rédigé à partir de l'espéranto. Hormis par les associations spécialisées d'espéranto (professionnelles,

politiques, religieuses, de loisirs, etc.), il est utilisé à divers degrés par des mouvements (École Moderne-ICEM -, Amis de la Nature, Citoyens du Monde, Fonds Mondial de Solidarité contre la Faim, etc.) et par l'Association Anationale Mondiale (SAT) pour laquelle prime d'abord l'aspect socio-culturel et émancipateur de la langue.

Une langue en pleine expansion

Son expansion sur Internet peut être expliquée par le nombre de situations dans lesquelles la connaissance de la seule langue anglaise, voire même de plusieurs langues, ne suffit pas pour une communication de qualité. Même les anglophones y trouvent leur compte car ce choix leur évite des échanges laborieux, voire pénibles, avec des personnes qui maîtrisent mal leur langue. Même s'ils sont polyglottes, les usagers d'Internet peuvent ainsi accéder à un niveau de communication qui étonne ceux qui en font l'expérience. Le mot-clé « esperanto » livre des centaines de milliers de sites web en relation avec l'espéranto. Le centre d'information multilingue <www.esperanto.net>, en 41 langues facilite la recherche d'informations et d'adresses à travers le monde.

Des radios de portée internationale l'utilisent aussi, notamment Radio Pologne, Le Vatican, Rome (par satellite), Pékin, La Havane, Rio de Janeiro. La BBC a produit une adaptation d'un cours d'anglais pour l'espéranto et un autre cours vidéo est en préparation aux États-Unis (plusieurs cassettes sont disponibles).

Utilisé chaque année dans plus de 200 congrès et rencontres dans le monde, il s'avère être un complément utile au bagage linguistique de toute personne qui se déplace dans un grand nombre de pays dont elle ne peut apprendre toutes les langues. Plusieurs jeunes couples français sont actuellement dans ce cas et voyagent à travers le monde. Ils peuvent être suivis sur divers sites web dont celui de l'Amikeca Reto (Réseau d'Amitié) qui permet de voyager, de trouver des points d'accueil ou de se renseigner dans 50 pays. Des gestes ou actions d'entraide et de solidarité individuelle sont courants (Tiers monde, Bosnie, etc.). Les principales organisations mondiales ont un annuaire qui facilite les contacts et les échanges. Des annonces permettent de trouver des correspondant-e-s. Il existe aussi des musées à Vienne (Autriche), Gray (France), San Pablo de Ordal (Espagne) ; des centres à La Chaux-de-Fonds (Suisse), Baugé (Maine-et-Loire, France), Bourges (Vienne, France), Stoke-on-Trent (Angleterre), Aarhus (Danemark),



Poprad (Slovaquie), Lesjöfors (Suède), Yatsugatake (Japon) ; des universités d'été à Bydgoszcz (Pologne), Kungälv (Suède), San Francisco et Hartford (États-Unis). Plus de 113 ans d'existence ont forgé à l'espéranto une culture qui ne cesse de s'enrichir, avec ses traditions, ses usages : création littéraire, poésie, théâtre, chanson. La littérature originale constitue de 60 à 75% de plus de 30 000 livres publiés en espéranto et il en paraît plusieurs par semaine. La Bibliothèque nationale d'Autriche l'utilise sur son site. L'Esperanto PEN-Club a été admis en 1993 au sein du PEN-Club International après une enquête rigoureuse, et la valeur de l'espéranto dans les échanges culturels a été reconnue par deux recommandations de l'UNESCO (1954 et 1985).

Enseignement d'orientation linguistique

Une expérience d'enseignement d'orientation linguistique financée par le ministère des Sciences de Slovaquie s'est déroulée entre 1993 et 1995 sur la base du modèle élaboré par l'Institut de Cybernétique de Paderborn. Le but était de démontrer que des élèves qui abordent l'apprentissage des langues étrangères par l'espéranto apprennent ensuite beaucoup plus rapidement l'anglais et l'allemand.

Afin de prouver que cette thèse était valable aussi pour d'autres pays, et de mesurer le gain de temps ainsi réalisé, il a été nécessaire de mener l'expérience avec des classes où n'était appris que l'anglais, d'autres où n'était appris que l'allemand, et d'autres enfin où un enseignement de 70 heures de l'espéranto précédait celui de l'anglais ou de l'allemand, ceci dans des écoles d'au moins trois pays de langues différentes : Autriche (Hauptschule II, Deutschlandsberg) ; Croatie (École Alojzije Stepinac, Zagreb) ; Slovaquie (École Prelihov Voranc, Maribor, école élémentaire de Radlje ob Gravi).

Trois tests réalisés à trois périodes différentes dans ces quatre écoles ont porté : sur 33 élèves qui ont appris l'espéranto, puis l'anglais, et 32 qui n'ont appris que l'anglais, sur 7 élèves qui ont appris l'espéranto, puis l'allemand, et 7 qui n'ont appris

que l'allemand, soit au total 40 élèves qui ont appris l'espéranto et 39 qui ne l'ont pas appris.

Par rapport aux élèves qui, en deux années d'étude, n'avaient pas appris l'espéranto, il apparaît que le gain de temps de ceux qui l'avaient appris en premier durant 70 heures était respectivement de 25-30% pour l'anglais et l'allemand, c'est-à-dire que leur connaissance était supérieure de 50-60%.

Comme la langue étrangère a été apprise à raison de 3 heures par semaine, donc 120 heures dans l'année ou 240 heures en deux années, le gain de temps est de plus de 120 heures. Par conséquent, les 70 heures investies dans la Langue Internationale sont déjà compensées en moins de deux années d'apprentissage de la langue étrangère.

La première expérience de ce genre a été menée de 1922 à 1924 en Angleterre à l'école Green Lane d'Auckland où 76 élèves avaient appris l'espéranto, et 76 autres les français. L'année suivante, le français fut enseigné à ceux qui avaient appris l'espéranto. À la fin de la seconde année scolaire, les élèves qui avaient commencé par l'espéranto étaient très supérieurs à ceux qui, durant deux années, n'avaient appris que le français. Inspecteur Royal des Écoles (Oxon), A. Parkinson reconnut les bienfaits de cet enseignement préparatoire : « L'expérience de l'école Green Lane a abouti d'une façon indubitable à un succès évident. Au début de l'expérience, je n'avais aucune connaissance pratique de l'espéranto, bien que j'en eusse entendu parler. J'ai été tellement stupéfait des progrès faits par les enfants que je me suis décidé à l'apprendre pour mieux juger de leur travail. En étudiant moi-même la langue, j'eus encore l'occasion de constater sa grande valeur pédagogique et éducative. »

Henri Masson

Coauteur de « L'homme qui a défié Babel » (seconde édition en préparation) Cet article a paru dans le mensuel L'école Emancipée.

Les lecteurs qui souhaitent des précisions ou des adresses de sites web peuvent les demander à l'auteur par courriel <esperohm@club-internet.fr> ou écrire à SAT-Amikaro, 67, avenue Gambetta, 75020 Paris.

Tél. 01 47 97 87 05. Fax: 01 47 97 71 90.

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif

(hors série inclus)

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	45 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	105 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	195 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	350 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays À partir du n°

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublot
Service abonnement : 02 35 84 27 17
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay).
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion N.M.P.P.

Loi sur la modernisation sociale

Une seule solution, l'expropriation!

LE PROJET DE LOI PRÉSENTÉ SOUS l'étiquette « modernisation sociale » est l'occasion d'une confrontation entre socialistes et communistes amplifiée par une conjoncture économique qui voit se succéder plans de licenciements et restructurations dans d'importantes entreprises. Dans le même temps les grosses confédérations syndicales sont confrontées au réseau créé par les militants syndicalistes des entreprises Lu-Danone, Marks et Spencer, Delphi Carbon, Valeo, Motorola et qui pourraient être rejoint par bien d'autres. C'est à l'initiative de ce réseau que se prépare une manifestation nationale contre les licenciements le 9 juin prochain. Ce qui ne manque pas de soulever nombre de questions à la C.G.T., au Parti communiste et à tous ceux qui craignent qu'une pratique d'action directe leur fasse perdre le contrôle du monde du travail.

Bien entendu toute cette agitation secoue les sphères politiques seulement préoccupées par l'impact de leur positionnement sur le monde du travail et le rendement électoral qu'ils peuvent en attendre en 2002. Pour notre part nous n'avons que faire de savoir si le PC sera ridiculisé par LO ni aucun état d'âme sur un possible éclatement de la coalition gouvernementale qui remettrait en cause la candidature de Jospin à l'élection présidentielle.

Il y a longtemps que nous savons que ces partis là ne sont aucunement porteurs de projets d'émancipation sociale. Ils surfent sur la situation

sociale et les revendications du moment portant sur une loi qui interdirait les licenciements et donnerait aux salarié-e-s quelques moyens d'intervenir sur les choix économiques des entreprises.

Pourtant ces revendications ne sont pas nouvelles mais ont dans le contexte actuel un écho important. LO en pince depuis longtemps pour une loi interdisant les licenciements. LCR et PC suivent avec des réserves et des nuances. Mais tous sont bien alignés et en phase avec leur commune perspective étatique qui aspire à tout diriger et encadrer d'en haut et que nous n'avons de cesse de combattre. Il y a dans cette manière d'appréhender la réalité une simplification du style « y a qu'à, faut qu'on » qui frise la démagogie.

Un droit de regard sur la gestion des entreprises

D'une part, il est difficile de penser que le patronat resterait inactif face à une telle menace alors qu'on est déjà en droit de s'interroger sur le hasard qui a fait se cumuler autant de plans de licenciements à peine les élections municipale terminées. D'autre part, c'est une approche autoritaire de la problématique sociale qui voudrait que tous les pouvoirs soient concentrés entre les mains d'un gouvernement. Ce qui tend à reproduire une situation de dominant/dominé où les travailleurs attendent tout de ceux qui ont le pouvoir, sans jamais se mettre eux-mêmes en capacité d'intervenir

directement dans la gestion et l'organisation des processus de production.

Plus intéressante est la revendication syndicale développée par de nombreux militants de base, les SUD, la CNT et la CGT. En exigeant pour les salarié-e-s un droit de regard sur les choix stratégiques et le bien-fondé des décisions économiques des entreprises, les syndicalistes posent

un problème de fond sur lequel les revendications ouvrières ont toujours buté, à savoir le contrôle des moyens de production et d'échanges. En clair cette revendication d'entrer dans le cœur du pouvoir économique, même si nous pouvons en contester la manière, ouvre de nouvelles perspectives. Cela a au moins le mérite de poser le problème et les enjeux du pouvoir économique à

d'espérer rapidement d'une mobilisation populaire généralisée pour s'y opposer.

À écouter les médias certains jours nous pourrions avoir l'impression que tout va péter demain matin. Les médias fonctionnent comme une sorte d'interface qui dénoncent les injustices et dramatisent à souhait mais en jouant exclusivement sur le côté émotionnel des événements. En quelque sorte ils créent l'événement et le font disparaître selon leurs besoins.

Nous pourrions avoir l'impression qu'il suffit qu'on parle de nous à la télé pour avoir été pris en compte et avoir pesé sur le cours des événements. Rien n'est plus faux.

La lutte sociale ne peut se résumer à quelques manifestations si importantes soient elles. Nous savons bien que mettre 100 000 personnes dans la rue le 9 juin peut se révéler un coup d'épée dans l'eau si cela n'est pas suivi et appuyé par une capacité à penser, organiser, structurer un mouvement produisant sa propre critique sociale et sa propre conception de la société future et à agir en ce sens.

Construire un véritable projet social

Notre avenir ne peut se résumer à garantir le même emploi à chacun pour toute la vie ni à s'assurer que telle usine produira pour l'éternité les mêmes biscuits ou les mêmes chaussures.

Nous sommes capables de prendre en compte l'évolution des technologies et des sciences afin d'améliorer la rationalité de la capacité de production qui s'accroît de partout sur la planète.

C'est pourquoi nous revendiquons une organisation de la transmission des savoirs qui permette à chacun de s'épanouir et d'apprendre selon sa volonté, créant de la sorte les conditions d'une prise en compte par les individu-e-s des situations sociales et économiques nouvelles.

Mais notre projet doit, en premier lieu, garantir à chacun-e l'égalité des ressources à tout moment, quelle que soit sa place et sa fonction dans le processus de production des richesses.

Cette exigence est indispensable tout à la fois pour en finir avec l'angoisse de l'insécurité économique et pour enclencher une réelle dynamique de relations sociales libérales quelle que soit notre origine sociale, culturelle, notre sexe et nos modes de vie.

C'est parce qu'il savent manipuler les aspirations profondes et légitimes de chacun et chacune d'entre nous que l'État et le Capital arrivent encore à nous escroquer. Manquons-nous à ce point d'imagination, d'audace et de persévérance pour ne pas proposer mieux que la simple reproduction de l'ordre économique et social existant?

Bernard. - groupe Déjacque (Lyon)

UNE LOI CONTRE LES LICENCIEMENTS

IL EST INTERDIT D'INTERDIRE!!



Humanité Story

Non, il ne s'agit pas d'évoquer cette vieille planète terre soumise au productivisme et encore plus déboussolée devant les mesures économiques et écologiques du gouvernement Bush mais des ennuis financiers du quotidien communiste.

L'Humanité fondé en 1904 par Jean Jaurès vendrait aujourd'hui 45 000 exemplaires en semaine et 75 000 le samedi. Mais le journal communiste a un déficit cumulé de 50 millions de francs, chaque mois il perd 4 millions de francs sans compter les dettes auprès de l'imprimeur et des organismes sociaux (eh, le déficit de la sécu!).

Son siège de Saint-Denis serait prêt d'être hypothéqué auprès d'une banque... allemande! En somme l'Huma est près du dépôt de bilan, malgré toutes les aides à la presse accordées par le gouvernement, effaçant certaines de ses dettes. Comme chez Marks & Spencer, Pechiney Marignac, un plan de licenciement est donc prévu avec à la clef 58 licenciements pour 210 salariés. La souscription auprès des lecteurs n'ayant rapporté que 8,4 millions, une autre restructuration s'impose aux yeux de la direction: L'Humanité s'ouvre donc au Capital, pas celui de Marx, le vrai!

Des patrons qui aiment les communistes

Des entreprises solidaires, touchés soudain par la grâce communiste, sont donc prêtes à verser 30 mil-

lions pour sauver l'Huma. Notamment les caisses d'Épargne pour 5 millions, Hachette SA (groupe Lagardère, ou le marchand de canon) pour 8 millions, et TFI (le bétonneur abrutisseur) pour 8 autres millions, formant ainsi une société « Humanité investissement pluralisme » qui détiendra au final 20% du capital.

Vu le bilan économique du journal, on peut s'étonner du terme « investissement », car le retour sur investissement en espèce trébuchante est plus qu'incertain, à moins que cet « investissement » ne soit pas si terre à terre, mais alors quid du mot « pluralisme »? Pour les autres parts du capital, la société des lecteurs de L'Humanité en détiendra 20%, les Amis de L'Humanité (structure pluraliste présidée par Edmonde Charles-Roux, ex Madame Gaston Defferre) 10%, le personnel 10%, le PCF en conservant 40%. Sans doute le plus ahurissant est cette déclaration, rapportée par Le Monde, du directeur de L'Humanité: « J'ai été fasciné par l'attachement historique de certains dirigeants à l'égard de L'Humanité », en citant notamment Patrick Le Lay, PDG de TFI. Le même PDG qui s'indigne de l'émission Loft Story alors que sa chaîne prépare la version estivale « nature sauvage » du jeu « Big Brother ». Derrière cette capitalisation du journal « pourfendeur du grand Capital » se cache bien, si ce n'est une association de malfaiteurs, une vraie association d'hypocrites...

Jimma

partir de quoi il est possible de développer un discours, initier une conscience et une pratique à caractère autogestionnaire. À condition bien sûr que nous sachions nous y impliquer avec intelligence.

La juxtaposition de ces deux revendications, une loi anti-licenciements et l'appel au contrôle des travailleurs sur les entreprises reflète bien cette période charnière et les contradictions de notre temps.

L'événement ne fait pas la révolution

Nous voyons monter en puissance l'aspiration des travailleuses/eurs et des individu-e-s à maîtriser leur vie dans tous ses aspects, culturels, économiques et sociaux alors même qu'ils désertent les urnes et que n'existent pas encore les projets et organisations à même de formaliser et fédérer cette volonté d'autonomie et de réalisation individuelle. C'est ce décalage qui permet aux léninistes possédant encore quelques forces militantes et un sens certain de l'opportunisme de faire illusion. Par exemple face au désespoir de celles et ceux qui sont directement frappés par les licenciements.

Mais si la brutalité capitaliste fait peu de cas des conséquences sociales des restructurations, il est difficile

Arsenal de Toulon: qui veut gagner un milliard ?

LE COMPLEXE MILITARO-industriel est abonné aux faits divers: pots-de-vin dans l'affaire des frégates vendues à Taïwan, trafic d'armes avec l'Angola, où les noms d'anciens ministres (Roland Dumas et Charles Pasqua), d'un ancien conseiller élyséen (Jean-Christophe Mitterrand) et d'un ancien préfet du Var (Jean-Charles Marchiani) sont cités. À Toulon, le complexe défraye aussi la chronique judiciaire, à propos de l'Arsenal: le fleuron industriel de la ville.

300 000 francs. Et, au total, il s'est pris pour deux millions de dessous-de-table lors de l'octroi de divers marchés publics.

Parmi les petits cadeaux qui forgent l'amitié, on a aussi relevé des voyages aux Caraïbes, un safari africain d'une valeur de 37 000 francs, une villa de trois millions de francs...

Les choses auraient pu en rester là si, en 1996, un chef d'entreprise ayant maré de devoir payer des commissions occultes pour avoir du boulot n'avait été se plaindre à la « Justice ». Deux gen-

referons pas ici le procès, la presse l'ayant commenté d'abondance. Ce procès a été l'occasion de dénoncer la façon dont étaient passés les marchés publics, et ainsi le rôle trouble de la Centrale d'achat de l'administration, d'évoquer la caisse noire de la Direction générale de l'armement (qui, a-t-on appris au cours de l'enquête, sert aux rémunérations d'agents occultes lors d'entreprises d'espionnage industriel à l'étranger) et, aussi, de dénoncer les combines de certains cadres, qui leur permettent d'améliorer l'ordinaire. On attend le verdict, sachant que des peines de prison ont été réclamées par l'avocat général, ainsi que le versement de 100 millions de francs au titre des dommages et amendes. Cent millions d'un côté... un milliard de l'autre, ça ne fait pas le compte pour qui sait compter. Il est vrai qu'en l'espace de dix ans, le milliard est parti en fumée.

Avant 1985, existait-il un tel système? Probablement que oui! Mais, au-delà de dix ans, il y a prescription. C'est tout bénéf. Pour les anciens!

Des coquins en terrain conquis

On aurait pu penser que le procès allait faire réagir les politiques et autres syndicalistes de façon assez spectaculaire (au moins à la hauteur du scandale: le milliard envolé). Nulle vague pourtant dans la ville: aucune campagne d'envoie de la part du Parti communiste qui longtemps passa pour avoir l'adhésion des ouvriers de l'Arsenal; nulle agitation de la CGT, le syndicat majoritaire; et de la liste d'extrême gauche Tremleil (1), constituée dans l'urgence lors des élections municipales, nul écho significatif. C'est à peine si, sur les marchés de Toulon, syndicalistes et militants politiques distribuaient des tracts pour la « défense de l'emploi » (l'Arsenal étant passé en 10 ans de 9 000 salariés à moins de 4 000).

Quelle atonie vis-à-vis d'un tel scandale! Le scandale de Panama (1891-1893) et l'affaire Staviski (1933-1934) engendrèrent des foules en colère lors de manifestations et de réunions publiques. Cela a même valu des démissions de ministres, voire une tentative de putsch fasciste, en février 1934. Ici, rien de tel! Pas même un solide comité

d'accueil ouvrier sur les marches du Palais de Justice, en vue de dénoncer la gabegie financière.

Est-ce le fait d'une accoutumance aux magouilles tant locales que nationales ou est-ce dû à la passivité des Toulonnais, trop habitués à vivre avec l'armée... et grâce à elle? Toujours est-il qu'il n'y a guère eu que les juges pour poser des questions embarrassantes aux mis en examen.

Sans avoir à réclamer au PCF, à la CGT ou au Parti des Travailleurs de grands rassemblements protestataires, de vastes meetings révolutionnaires où les orateurs seraient accrochés aux grilles de l'Arsenal, voire l'occupation des bureaux de la direction avec un jet de tracts aux fenêtres, on aurait pu

s'attendre à un peu plus que les seuls éclats de pétanques des retraités de l'Arsenal. Pourquoi pas une opportune campagne antimilitariste, voire anarcho-sindicaliste? Voilà une idée à creuser, à l'occasion du verdict.

Certains pourront toujours dire, ironiquement, qu'il s'agit là d'un milliard détourné de ses fins militaires au profit d'intérêts civils. Mais on objectera alors que l'on aurait pu faire, à la Défense, l'économie de ce milliard au profit (collectif) de la Santé ou de l'Éducation. En effet, un hôpital public ou quelques établissements scolaires auraient trouvé là leur financement.

C.N. (Sainte-Maxime)

(1) La liste Tremleil fut menée par des ouvriers communistes, dissidents de la gauche prielle, et des trotskistes lambertistes du Parti des Travailleurs de l'Arsenal. Elle obtint 3,01 %, soit un peu plus de 1660 voix.



Entre 1985 et 1996, 1 milliard de francs aurait été détourné au cours des divers marchés traités par l'Arsenal de Toulon. Surfacturations de travaux, emplois fictifs, pots-de-vin, détournements de matériaux... en l'espace de dix ans, l'Arsenal était devenu la « danseuse » de nombre de chefs d'entreprises soucieux d'obtenir des marchés publics et la « poule aux œufs d'or » de cadres (civils et militaires) désireux d'arrondir leurs fins de mois par de l'enrichissement personnel (maisons, meubles, voyages...).

Au fil d'une enquête débutée en 1996, ce sont plus de 80 personnes qui ont été entendues par le juge en charge du dossier, puis mises en examen, voire écrouées. Voilà quelques mois, un amiral (ex-numéro 2 de l'Arsenal) a même été tiré de sa retraite douillette pour être entendu par le magistrat instructeur.

Ainsi, il est apparu qu'un directeur de l'Arsenal, en 1993, avait pris une commission de 20 % sur une facture plus de

darmes maritimes furent mis sur le coup. Au fil des mois et des lièvres de plus en plus gros qu'ils levaient, la hiérarchie militaire fut prise de panique et, sur la base d'un faux rapport, d'inciter le ministre de la Défense à les sanctionner. En 1999, l'un se retrouva à Cherbourg et l'autre à Brest. Il leur fallut deux ans pour être rétablis dans leurs droits. Deux années où l'affaire fut mise en sommeil. Jusqu'au jour où les vitupérations des gendarmes furent finalement entendues par le ministre, Alain Richard. D'autant qu'ils avaient obtenu gain de cause auprès de la cour d'appel de Marseille. Et de nouveaux enquêteurs d'être dépêchés à Toulon. La mafia des officiers supérieurs et autres ingénieurs civils de l'armement de la D.C.N. pouvait enfin être jugée. Alors que des sous-fifres étaient mutés, mis en retraite ou en pré-retraite.

C'est ainsi qu'en avril 2001, 39 chefs d'entreprises et dirigeants de l'Arsenal sont passés en procès à Toulon. Nous ne

Réforme du collège: poudre aux yeux de perlinpinlang!

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, TOUT LE MONDE ÉTAIT d'accord pour affirmer haut et fort que le collège allait dans le mur, qu'il fallait faire quelque chose sinon ça allait exploser! voire imposer du côté de la salle des profs! Il n'en a rien été! Pourtant, le ministre s'est dit que pour calmer tout ce beau monde, il lui fallait sûrement accoucher d'une réforme. C'est ce que l'on a eu! Celle-ci a le « bonheur » de satisfaire tout le monde et personne! Tout le monde parce que le règne du collège « unique » semble terminé et cela doit satisfaire un maximum de personnes. Personne car l'État vient de montrer qu'il n'est pas dans sa volonté de changer d'un iota sa politique réelle d'éducation. Et que la tendance qui était de globaliser, de contractualiser vient naturellement passer au niveau du collège.

Ce « collège républicain » semble plutôt une façon floue de faire rentrer de plain pied des orientations importantes, comme la marchandisation de l'école. Dans ces conditions il faudrait une contre-attaque de la part des syndicats comme des fédérations de parents d'élèves. Et

c'est là où le ministère la joue assez fine puisqu'en effet, la plupart des changements comme les nouveaux emplois du temps ne seront connus qu'à la rentrée. Or comme chacun le sait, il ne peut y avoir aucune contestation dans ces conditions, les personnels se mobilisant tous pour l'accueil des élèves et le bon fonctionnement de l'institution. Alors? Il ne faut pas se leurrer, il y a une réalité qui est que peu de personnes semblent actuellement vouloir se mobiliser sur l'école.

Il n'y a pas de la part de l'État de volonté de passage en force comme pour l'abrogation de la loi Falloux. Tout se fait maintenant par petites touches en continu! Mais il va bien falloir à un moment que l'intention soit clairement affichée! Et ce jour-là, il sera plus que nécessaire de monter au créneau pour la défense du service public! Sans oublier des revendications de rupture comme la gestion des Établissements publics! Mais ceci est un autre combat au sein de certains syndicats.

Jérôme. - SDEN-CGT

Article paru dans *La lettre des militants syndicalistes libertaires* n° 14.

La préférence nationale hors du prétoire

À l'audience du 11 mai 2001 de la formation de référé du conseil de prud'hommes de Paris, Maître Patrick Tymen, avocat à la Cour, a demandé la récusation du conseiller patronal Jean Couédelo, consultant en ressources humaines, directeur honoraire de banque et accessoirement sous-marin du MNR (Megret).

Ce conseiller, candidat en troisième position sur la liste menée par Jean Luciani pour l'élection municipale de Nogent-sur-Marne de mars 2001, ne peut être impartial dans l'affaire qu'il avait à juger, le demandeur étant d'origine roumaine. La profession de foi de sa liste préconise notamment en matière d'immigration, la priorité pour les Français en matière d'emplois, logements, aides sociales...

Qu'un conseiller prud'homal revendiquant publiquement l'application de mesures discriminatoires à l'encontre des étrangers puisse juger une affaire dans laquelle un étranger non-européen est en cause enlèverait toute crédibilité à la décision, si elle devait être défavorable au plaignant, et démontrerait, s'il en était encore besoin, que l'institution prud'homale ne peut donner qu'une illusion de justice aux travailleurs.

Le président de la cour d'appel de Paris se prononcera très prochainement sur la demande de récusation. La CNT étudiera sa décision avec la plus grande attention.

CNT

dans la toile

Leweblibre (<http://www.leweblibre.fr.st>), média a but non lucratif, inutile et donc indispensable!!! Bien qu'en phase de lancement actuellement, le site va s'étoffer rapidement. Ses deux auteurs le veulent fédérateur de la liberté d'expression et du débat libre et sans. Une idée plus vieille qu'Internet, peut-être, mais oubliée par beaucoup semble-t-il, et puis, ils sont plein de bonne volonté.

Donner des informations sur le Liban, l'Algérie ou la Palestine, les relier à ce qu'il se passe en Europe, c'est un beau pari et Naro Presse Service (<http://naro8m.net>) est en passe de le gagner.

C'est vrai que les cordonniers sont souvent les plus mal chaussés, pour ne pas parler des canuts, aussi voici une liste (sans doute incomplète) d'adresses de groupes de la Fédération anarchiste qui estiment devoir aussi exister dans la toile, en tant que tels ou sous une forme plus diversifiée: www.fa-rennes.fr.st, <http://athene.albert.camus.free.fr/>, <http://www.multimania.com/volfe/>, http://federation-anarchiste.org/groupes/louise_michel/index.html, <http://www.chez.com/farouen/> (le plus laconique de tous les sites que j'aie visités), <http://www.chez.com/plugin2/FA/first.html>, <http://www.multimania.com/anarchismes/>, <http://www.multimania.com/endehors/>. Des problèmes de connexion m'empêchent de visiter aujourd'hui les sites des compagnons hébergés chez Citeweb, ce sera donc pour une autre fois.

Plutôt que de vous présenter les nombreux sites membres du Réseau Francophone de Sociologie (<http://nav.webring.yahoo.com/hub?ring=sociologie&id=11&hub>), je vous suggère d'aller faire un tour directement dans le répertoire de l'anneau ([web]Ring) qui les assemble. **archée** (<http://archee.qc.ca/>) est un organisme sans but lucratif (charte provinciale du Québec, Canada) dont le mandat consiste à faire valoir la cyberculture sous l'angle des pratiques artistiques contemporaines. À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@miniteorama.com

Vite fait...

■ **Angolagate.** L'ancien ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, et l'ex-préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, sont convoqués par la justice les 23 et 24 mai. Ils auront à répondre à des questions portant sur le financement de leur parti politique, le Rassemblement pour la France, dans le cadre de l'affaire du trafic d'armes vers l'Angola.

■ Le premier ministre d'Israël a appelé les Palestiniens à cesser les hostilités. Dans le même temps, l'armée israélienne pénétrerait dans cinq territoires palestiniens de la bande de Gaza, pour y abattre tous les oliviers et citronniers afin de prévenir les embuscades. Dans le même temps les implantations et les extensions des colonies israéliennes se poursuivent. Dans le même temps, des Palestiniens sont abattus par la police et l'armée israélienne pour avoir lancé des pierres.

■ **Danone.** Les licenciements étant maintenus, le boycott continue.

■ Plus de 3 000 personnes ont manifesté à **Marseille** mardi 22 mai dans le cadre de la journée nationale d'action contre les licenciements organisée par la CGT.

■ A bord du bateau qui le ramenait au pays, au moment même où il accostait au port d'Alger, un homme de 35 ans s'est donné la mort. Il venait d'être **expulsé de France.**

■ **Tous chefs.** Le service de l'identité judiciaire de la police nationale comporte 19 commandants, 15 capitaines, 20 lieutenants, 2 brigadiers majors, 15 brigadiers, 14 sous-brigadiers, et 21 gardiens de la paix. Soit 75 gradés pour commander 21 non gradés.

■ Dans le cadre de la campagne Frapper Fort contre la criminalité, au moins 1 000 personnes ont été exécutées en **Chine** au cours des six dernières semaines.

■ Plusieurs milliers de personnes ont défilé dans les rues d'Alençon, samedi 19 mai, pour protester contre le projet de fermeture de l'usine **Moulinex** qui devrait provoquer 1 100 suppressions d'emploi.

■ Les capotes, c'est pas fait pour les chiens. Selon le comité français d'éducation pour la santé, la proportion de femmes contaminées par le virus du **sida** a plus que doublé en 10 ans. Conséquences, les femmes représentent aujourd'hui 25% des personnes contaminées.

■ Un jury américain a condamné la société pétrolière **Exxon Mobil Corp** à verser 1,06 milliard de dollars (8 milliards de francs) pour avoir contaminé un terrain avec des déchets radioactifs.

... bien fait

Envoyez vos brèves à
monsieur.pol@wanadoo.fr

Pour une approche libertaire des services publics

EN FRANCE, LES SERVICES publics se sont fortement développés après 1945, en parallèle à la vague de nationalisation. À cette époque, le capitalisme avait besoin, pour se relancer, de s'appuyer sur un socle économique fort, et il ne pouvait à lui seul assumer la reconstruction. Par ailleurs, la pression populaire face à la situation économique d'après-guerre et les risques d'explosion sociale ont forcé le capitalisme et l'État à lâcher du lest. Depuis les années 80, les tendances se sont inversées. Le capitalisme impose sa loi, et pour croître, il a besoin de nouveaux marchés : services publics et entreprises d'État. En face, l'arrivée de la gauche au pouvoir anesthésie les mouvements sociaux qui baissent la garde, or commencent les premières privatisations et attaques diverses. Mais l'attachement de la population aux services publics représentant une certaine égalité sociale peut entraîner de forts mouvements sociaux (comme en 1986 et en 1995). Soit, la libéralisation des services publics sera plus lente et plus discrète (restructuration, augmentation de la rentabilité par la réduction de la masse salariale, externalisation des missions...), et bien souvent, plus efficace sous les gouvernements de gauche (des PTT sous Quilès à France Telecom ou l'Aérospatiale sous Jospin, Air France avec Gayssoy...). Leurs conséquences font parfois l'actualité quand elles deviennent flagrantes : pénurie d'énergie aux États-Unis et faillite des compagnies d'électricité privées californiennes (avec coupure de courant journalière pour les usagers) ou 35 morts en Angleterre suite à deux accidents ferroviaires résultant de la libéralisation des chemins de fer britanniques.

L'État au service de la libéralisation

La division politique que l'on tend à nous imposer à savoir d'un côté une droite libérale, et de l'autre une gauche sociale-démocrate, n'est qu'une opposition de façade. Tous appliquent une même évolution, une « pensée unique » basée sur le profit. L'État ne disparaît pas comme le proclame les nouveaux tenants d'un « État providence », il se recentre, il lègue au capitalisme ses activités lucratives qui concurrencent les entreprises, et se renforce sur son activité dite « régaliennne » (armée, police, justice, administrations aussi diverses qu'inutiles pour s'affirmer à la population). Depuis quelques années, nous assistons ainsi à une criminalisation du mouvement social, de ceux et celles qui s'opposent à cette marche forcée (du procès de la Confédération Paysanne à Millau à la plainte de La Poste d'Indre et Loire auprès du procureur de la République contre des postiers grévistes). Le capitalisme opprime, l'État réprime, et cette logique est transcendante aux différents gouvernements.

Pour nous, l'État ne sera jamais garant d'un service public égalitaire, il a pour fonction essentielle de faire fonctionner le capitalisme. Si le capitalisme a besoin d'État pour garantir sa stabilité, il n'a pas besoin de services publics égalitaires. À charge de l'État de mettre en place une politique humanitaire afin de gommer les injustices les plus « visibles » et les plus inacceptables pour la population. Et celui-ci se décharge sur le

à un logement décent ou le maintien de structures en milieu rural ou en banlieue (écoles, bureau de Poste...). C'est aussi reconquérir certains principes comme l'égalité dans l'accès aux soins ou au réseau ferroviaire au niveau géographique, l'accès pour tous aux transports ou à la communication, le retour au public de service comme la distribution de l'eau et le traitement des déchets.

Certes, l'État et les capitalistes refuseront ce modèle, car contraire à leur logique. Mais nous luttons pour démontrer que la gratuité est possible, que certains peuvent l'assumer puisqu'ils s'enrichissent sur notre dos. Et nous revendiquons aussi et surtout la gratuité pour mener une lutte pour une autre société, non plus régie et basée sur l'argent, mais sur une égalité économique et sociale.

Pour des services AU public!

Enfin, un réel service AU public ne peut s'affranchir du mode de fonctionnement actuel, où ce ne serait pas des gouvernements et des capitalistes, épaulés par certaines bureaucraties syndicales ne représentant plus qu'elles-mêmes, qui décideraient. Les conseils d'administrations ne sont pas organisés pour cela et ont des intérêts différents de la population.

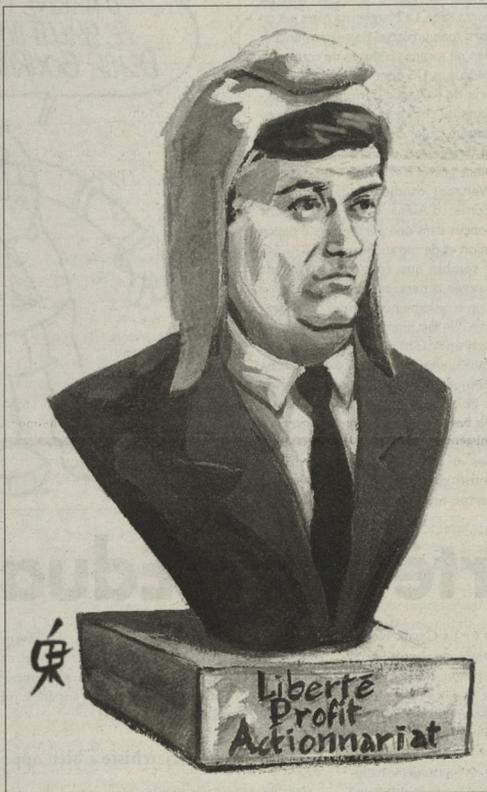
Aujourd'hui, qui gère La Poste, un Conseil d'administration de 21 membres : 7 représentants de l'État, 7 élus du personnels et 7 personnalités désignés par le ministre (le président de la Poste, 5 patrons dont Thomson Multimedia et Bayard Presse, et un représentant des... usagers).

Voilà le service public d'État, une entreprise où la bureaucratie est majoritaire, où les syndicats ne peuvent en rien influencer sur les politiques, et où les usagers ont un pantin pour représentant.

Nous proposons la création de comités d'usagers (et non de clients) et de salariés, à même de répondre aux intérêts de tous les acteurs d'un même service. Par la substitution d'une gestion démocratique à une gestion bureaucratique, ces comités auront la responsabilité de gérer un service, d'en décider du fonctionnement, de son développement où de sa réorientation, de répondre aux besoins des usagers comme à la quantité de travailleurs nécessaire pour une qualité réelle du service. À travers une fédération de ces comités et contrôlés par eux (dit mandats révocables), un service pourra être géré au niveau départemental, régional, etc.

Ce fonctionnement fédéraliste et libertaire sera long à construire car l'État nous a imposé une administration lourde et complexe, pour nous retirer toute impression de pouvoir décider de nos vies. Il faudra se délivrer de cette dépendance, comme de cette loi de l'argent-roi (cause des scandales du sang contaminé, de la vache folle, des HLM de Paris, etc.) et de cette logique de démocratie représentative. Les 45% d'abstention aux dernières élections municipales à Tours sont aussi là pour démontrer qu'une partie croissante de la population ne croit plus en ce système. Alors, construisons un autre futur!

Le groupe libertaire de Tours



tissu associatif à coup de subventions et favorite des grandes manipulations médiatiques comme le « Téléthon » ou les « Restos du cœur ». Les gains des trois derniers Téléthons représentent à peine le coût d'un avion de combat type « Rafale » ; alors, transférons les budgets des armées aux services publics « sociaux » et organisons des « Milithons » ! Derrière cette revendication facile et humoristique, c'est aussi un choix de société que nous défendons.

Un service public égalitaire

Les services publics doivent garantir l'égalité entre tous les citoyens et doivent être des acteurs de la redistribution des richesses. Défendre des services publics égalitaires, c'est mettre l'être humain au centre de ses préoccupations. C'est bien sûr défendre certains principes devant les attaques actuelles comme une éducation gratuite pour tous, l'accès

Comment revendiquer l'égalité d'accès aux services quand, à la base, l'égalité économique n'existe pas ? L'égalité sociale ne peut exister qu'à travers la gratuité.

Par la gratuité, nous aurons tous accès, quelques soit nos revenus, à une même qualité de certains services (transports, énergie, communication). Cette revendication est aussi un moyen d'en finir avec une société bipolaire, avec des services privés (éducation, logement, santé, système de première classe...) pour les classes favorisées, certains d'entre-eux recevant même des subventions au détriment des services publics. Là encore, l'État a fait ses choix.

La gratuité serait réalisable dans de nombreux secteurs publics : les budgets gouvernementaux pourraient être réorganisés dans ce sens ; les systèmes de paiements, de réduction et de lutte anti-fraude et leurs coûteuses administrations pourraient être supprimés dans ce sens...

Italie: mourrons-nous démocrates-chrétiens ?

OUI, CES DERNIERS MOIS, LA campagne électorale a révélé toute son indigence et la bataille entre les partis ne s'est pas effectuée sur les programmes mais elle a connu une personnalisation extrême (Berlusconi oui, Berlusconi non, Berlusconi bof). Comme toujours, il y a une part de vérité dans ce genre de considérations mais gardons-nous d'une attitude nostalgique vis-à-vis des campagnes politiques du passé car pour ce qui est de la médiocrité, elles n'étaient pas mal non plus...

Si on se livre à une lecture un peu approfondie, les résultats électoraux sont loin d'être un bouleversement... Le centre droit confirme avec de légers déplacements, les résultats de 1994 quand il y avait encore la Démocratie chrétienne ainsi que ceux de 1996 quand le Pôle de Berlusconi et la Ligue du Nord en se présentant séparément avait laissé le gouvernement à l'Olivier (coalition de centre gauche) tout en ayant la majorité des suffrages. Le centre gauche perd ces élections, tout en ayant récupéré une tranche d'électeurs, en raison du non désistement du PRC (Parti de la refondation communiste).

En d'autres termes, le résultat électoral est davantage le produit d'aménagements internes au système électoral que des déplacements significatifs des électeurs eux-mêmes dans leur vote. De ce point de vue, il est intéressant d'apprécier ce qui se produit à l'intérieur des différentes coalitions.

• celle de centre droit voit les forces secondaires dévorées par Forza Italia avantagée par la campagne conduite sur le nom de Berlusconi. Forza Italia approche des 30% de votes alors que l'Alliance nationale (droite post-fasciste) perd 3% et que la Ligue du Nord, xénophobe de Bossi et Biancofiorè n'atteignent pas 4% des suffrages.

• La coalition de centre gauche a vu une nette baisse du poids des Démocrates de gauche (DS), ex-PCI, le succès de la Margherita (accentué par le rôle de Rutelli) et la fonte des petites formations. À la différence de Forza Italia, La Margherita n'est pas un parti mais un cartel de quatre petits et rien ne garantit la durée de cette coalition. Les DS continuent de payer le prix de l'alliance consentie aux secteurs du centre et aux petites formations, à céder des postes et semblent se diriger vers une crise particulièrement grave. Certains de leurs choix (Veltroni candidat à la mairie de Rome, d'Alena député) semblent conçus dans une perspective d'opposition et de retranchement.

Il semble que soit définitivement balayée la perspective de donner vie à un troisième pôle démocrate-chrétien. Un fait intéressant se dégage: si l'on additionne les voix de Forza Italia, celle de Biancofiorè, celles de Démocratie européenne à celles de la Margherita nous constatons que les forces de filiation démocrate chrétienne obtiennent plus de 50% des voix. Il s'agit souvent de démocrates-chrétiens un peu particuliers, certes, mais ceux du troisième millé-

naire ne peuvent être tout à fait semblables à leurs prédécesseurs puant l'odeur de sacristie.

Si, comme cela semble probable, c'est un gouvernement de droite qui va s'installer nous ne devons pas sous-estimer ce fait: Forza Italia n'est plus tout à fait le parti-entreprise de 1994, il fait partie maintenant du Parti popu-

laire européen (de Chirac à Aznar), il a fait le plein d'apparatchiks démocrates-chrétiens et est en mesure de mieux contrôler les tensions sociales qu'il ne l'a fait précédemment.

De plus, il peut se réjouir du fait qu'une partie significative de son programme de 1994 a été réalisé par le centre gauche et en conséquence,

il n'aura pas à gérer de situations analogues à l'amputation des retraites à l'automne 1994. Si l'on considère enfin que la Ligue du Nord est réduite à ses plus bas scores historiques et qu'Alliance Nationale doit s'aligner on peut imaginer que se profilent bien cinq ans de gouvernement de centre droit.

Difficile actuellement de prévoir les réactions de la gauche. Il est probable que les syndicats d'État se fassent entendre davantage comme il est raisonnable de penser que le patronat et l'Église voudront passer à la caisse dans la « Maison des libertés » de Berlusconi surtout dans le domaine du Droit au travail et celui de l'École publique. En somme, le scénario des prochains mois et la situation vont devenir complexes. Il sera bon d'avoir en tête que:

- en dépit de ce qui est claironné partout, il n'y a pas de retour significatif aux urnes et même, comparé à 1996, le nombre de votants diminue;
- de l'abstention à la lutte sociale, le passage n'est ni direct ni linéaire mais il reste vrai que la droite comme la gauche voient se réduire leur marge de consensus;
- dans ces conflits, la gauche étatiste cherchera à récupérer espace et consensus. Perspective qui ne doit pas nous surprendre. Il s'agit, au contraire de saisir les occasions offertes dans les mois à venir en travaillant sur les contradictions qui déjà se manifestent.

C. Scarinzi. *Umanità Nova*

(20 mai 2001)

traduit par Michelle, groupe Saornil



Liberté pour Eduardo Garcia

DIVERS GROUPES DE SOUTIEN ET LA CROIX NOIRE Anarchiste développent une campagne pour la liberté d'Eduardo Garcia Macias, en prison depuis le 8 novembre. Déjà, au moment de sa détention, on put relever les circonstances confuses qui entouraient le groupe « Les anarchistes » et les supposés engins explosifs qui, selon la police, auraient été confectionnés et envoyés par courrier à des journalistes par E. Garcia Macias, Estefania Maurette Diaz et un troisième membre du groupe supposé, avec la volonté d'attirer l'attention de la société sur l'état du système pénitentiaire (en particulier le régime d'isolement FIES-Contrôle directe) et le mur de silence des médias qui l'entoure.

Manipulation autour d'une conférence sur le terrorisme

Tout commença au début du mois de novembre, en même temps que la préparation de la première conférence européenne sur le terrorisme, où devaient se réunir à Madrid du 29 janvier au 2 février, 87 responsables de la police de nombreux pays avec des représentants de la Commission européenne. Au cours de ce sommet, le ministre de l'Intérieur espagnol prétendit vouloir formuler la proposition – finalement adoptée – d'élargir le concept de terrorisme jusqu'à qualifier comme tel un projet qui, même sans avoir recours à une quelconque forme de violence, pratique la dissidence politique d'une façon radicale et qui questionne l'ordre social en vigueur. Dans ce cadre, l'anarchisme pourra être qualifié de terroriste et c'est pour cela que la conférence de Madrid approuva l'initiative de constituer « une nouvelle expérience, à travers la constitution conjointe d'une équipe de recherche relative au terrorisme anarchiste ».

Dans cette optique, le ministère de l'Intérieur espagnol lança diverses initiatives dans l'espace juridique et policier européen. En février 2000, un commissaire espagnol, Mariano Simancas, vint à Madrid le Forum international des directeurs de police à Madrid, présidé par le directeur général de la Police, Juan Cotino. Le mois suivant, pendant la célébration du Sommet européen de Lisbonne, on y approuva la proposition espagnole de « renforcer le rôle de

Europol dans la lutte contre le terrorisme ». En novembre, un autre commissaire espagnol, Jesus Espigares, est élu président d'Interpol et enfin, en décembre, J. Cotino, au nom du gouvernement espagnol, proposa au Comité exécutif d'Europol à Paris que la première conférence Antiterroriste se tienne à Madrid.

Une bande « anarchiste » bien opportune

Sans doute faut-il situer les détentions d'Eduardo et Estefania dans le cadre de ces manœuvres diplomatico-policieres, qui ont précédé la Conférence de Madrid et favorisèrent l'approbation d'accords si illégitimes. Ce n'est pas par hasard que le directeur général de la police espagnole lui-même assumait directement et au moment le plus opportun la publicité autour de la « découverte » de la bande supposée être celle des « Anarchistes ».

Selon les déclarations de Juan Cotino à l'origine de la détention, l'histoire des « colis piégés » remonte au mois d'avril 2000. Selon la version policière, le 25 de ce mois, quelqu'un a envoyé un colis piégé au sous directeur du journal *La razon*, J.M. Zuloaga. Cet acte fut revendiqué plusieurs jours après (le 13 mai) par un groupe appelé « les anarchistes » auprès du journal nationaliste basque *Gara*. Deux mois plus tard, le 7 juillet, la police découvrit plusieurs colis piégés aux caractéristiques similaires aux envois précédents, et qui étaient destinés à *ABC*, *La razon*, et au président du Mouvement contre l'intolérance, Esteban Ibarra. Ces envois furent suivis d'un autre, adressé au journaliste d'*El mundo*, D. Jimenes. Le 16 octobre, c'est le chroniqueur de *El mundo*, Raul de Pozo, qui en reçut un. Et le dernier envoi fut adressé le 19 octobre au sous directeur de *La razon*, Alfredo Semprun. La police attribua toutes ces actions – qui n'eurent d'autres effets que leurs désamortages par les services de sécurité – au même groupe, Les anarchistes, qui avaient revendiqué le premier envoi.

Dès le début, on put observer que la police manquait de preuves contre Eduardo et ses amis, à l'exception notable de sa militance anarchiste connue, notamment à la Croix Noire Anarchiste et dans le cadre de son travail en faveur des prisonniers. Même la petite quantité d'explosif (30 grammes de poudre, équivalent d'un gros pétard) que la police assura avoir trouvé dans la maison de Eduardo,

ne peut être considéré comme une preuve puisque tout paraît indiquer qu'elle fut mise là par les agents de police chargés de la fouille. Eduardo a déclaré: « Le produit explosif (qui n'est pas le même que celui utilisé pour le colis piégé du 25 avril) auquel fait mention le rapport policier n'a jamais été chez moi jusqu'à ce que les policiers de la Police Provinciale d'Information n'y viennent. Je dois signaler par ailleurs, que le paquet de produit explosif "trouvé" dans ma chambre a changé, curieusement, tant d'aspect que de poids au fur et à mesure de l'avancée des recherches. Les preuves obtenues en confrontant mon écriture et mes empreintes avec celles trouvées sur les colis piégés désamorcés se sont avérées nulles. »

Le dossier vide d'Eduardo

D'autre part, la péripétie juridico-policrière d'Eduardo confirme les procédés mafieux du réseau institutionnel qui orchestre cette manigance. Détenu le 9 novembre, le juge ordonne la liberté du suspect pour manque de preuves. Une grande campagne de presse, emmenée par *El mundo*, mais applaudie par le PS espagnol, le Parti Nacional Vasco et la Gauche Unie, fit pression sur le juge Del Olmo, qui revient sur sa première décision et ordonne le retour d'Eduardo en prison. Pourtant, étant accusé de divers délits en divers endroits, divers juges instruisent contre le suspect. Deux d'entre eux ont décrété la liberté conditionnelle pour manque de preuves, alors qu'un autre, Teresa Palacios, – qui n'a pas encore nommé le suspect qu'elle recherchait – le maintient en prison en insistant sur le caractère des preuves apportées par la police.

Tout démontre un montage contre les mouvements sociaux et de solidarité avec les personnes prisonnières. Eduardo est utilisé comme victime par la police. Il a fait une grève de la faim de six jours, jusqu'au premier mai, pour manifester son innocence et en hommage aux morts de Haymarket, à l'origine de cette journée internationale. Participer à une campagne pour sa libération est une exigence pour tout le mouvement libertaire. Vous pouvez écrire à Eduardo: Eduardo Garcia Macias - Modulo 4 - C.P. Madrid V - Soto del Real - 28791 Soto del Real - Madrid - Espagne.

Relations Internationales FA

Source: La Campana n°161

LECTURE

Le retour de l'anarchiste poseur de bombes (sur la scène littéraire)

AU MOMENT OU L'ANARCHISME bénéficie d'une sorte de phénomène de mode (voir par exemple l'intérêt des universitaires pour les écrivains anarchistes), mais où certains sites web se proclamant anarchistes proposent encore sur Internet des recettes pour fabriquer des bombes, un livre arrive à point nommé pour éclairer une période obscure de son histoire: 1892-1894 et les « bombes anarchistes ».

Universitaire enseignant aux États-Unis, spécialiste du roman policier, Uri Eizensweig se livre dans *Fictions du terrorisme* à une véritable enquête sur l'origine du terrorisme (ce livre est le premier volet d'une trilogie consacrée à la transformation des rapports entre le politique et le fictionnel à la fin du XIX^e siècle). Citant de nombreux textes de la fin du siècle (textes littéraires, politiques et journalistiques) aussi bien que des études plus récentes, l'auteur tente d'appréhender le phénomène du terrorisme à partir de l'anarchisme fin de siècle, et montre comment la fameuse « ère des attentats » est en fait une fiction de l'anarchisme qui va aboutir à son rejet hors de la scène politique.

Uri Eizensweig va donc s'employer à établir la filiation entre les attentats dits anarchistes et le terrorisme plus tardif. Pour cela, il commence par démontrer la « logique de l'attentat », s'interrogeant sur le mécanisme de terreur (disproportionnée par rapport à son objet) qui s'enclenche dès l'explosion de la première bombe attribuée aux anarchistes, en février 1892. Véritable phénomène médiatique, l'attentat est perçu comme anarchiste par la société contempo-

raïne, malgré les dénégations répétées de la plupart des militants de l'époque.

L'acte remplace le discours

Selon Uri Eizensweig, il y a dans la violence terroriste quelque chose qui touche aux fondements même du discours anarchiste. Car si la « propagande par le fait » a été rapidement abandonnée (comme stratégie) par les militants, elle n'en a pas moins joué un rôle central dans la formation de l'anarchisme, et c'est au cœur même du discours anarchiste qu'on peut lire la tentation de l'attentat – la nécessité de faire pour dire venant combler un hiatus entre le langage et l'action (le langage étant impuissant à représenter l'idée). Car la véritable spécificité discursive de l'anarchisme (telle qu'elle était perçue à l'époque) réside, pour l'auteur, non dans le simple rejet de « l'autorité », ni même dans le désir d'un communisme économique, mais dans le refus de légitimer la représentation politique. Cette conception devait logiquement impliquer un refus du langage conçu comme moyen de communication adéquat (rigoureusement référentiel). La démonstration nous vaut au passage de brillantes analyses du débat entre Marx et Bakounine, ou une hypothèse intéressante sur les liens qu'ont pu entretenir anarchistes et monarchistes au tournant du siècle. Une des plus grandes qualités de l'auteur est de replacer les attentats terroristes dans leur contexte historique, politique et culturel. Il remarque ainsi que la violence nouvelle coïncide avec la montée en puissance du jour-

nalisme d'information. Or l'idée d'une violence sans signification était inacceptable pour l'univers médiatique: l'attentat terroriste, en brisant la conception linéaire du temps social, était impossible à intégrer dans un récit cohérent. Afin d'incorporer le terroriste aux grilles explicatives usuelles, on allait réduire l'anarchiste à une figure (narrative) – figure obliquée d'une fiction.

Le terrorisme: symbole littéraire

La deuxième partie de l'ouvrage porte donc sur le rôle joué par les écrivains dans l'imagination collective du terrorisme. Ceux qui ont été fascinés par les attentats étaient justement les écrivains qui questionnaient la capacité du langage à exprimer adéquatement la réalité: les symbolistes. Uri Eizensweig montre de façon convaincante que les sympathies anarchisantes des symbolistes, plus qu'une simple mode, comme on l'a souvent écrit, s'expliquent non « malgré », mais « à cause » des bombes. Ce n'est pas l'idéologie libertaire qui a intéressé les symbolistes (et en particulier Mallarmé) mais une problématique proprement littéraire: la bombe comme moyen de dénoncer l'illusion de toute représentation. Parallèlement, la plupart des écrivains réalistes (comme par exemple Zola), se trouvant devant une réalité perçue comme incompréhensible, donc impossible à raconter, ont été d'emblée hostiles aux anarchistes (associés alors aux terroristes). Pour que le poseur de bombes devienne racontable – explicable – par le roman réaliste, on le transforme en cliché, ou bien on le rend étranger (c'est ce qui se passe dans de nombreux romans anglosaxons traitant du terrorisme). Bref, le roman joue un rôle déterminant dans la genèse du terrorisme. Parti de la figure du terroriste (parlant par l'action), le livre se clôt sur l'image de l'intellectuel (agissant par la parole), dont Uri Eizensweig situe la naissance lors du procès des Trente. Ce

procès permet d'expliquer le vide juridico-politique qui entoure la définition actuelle du terrorisme: en 1894, pour criminaliser (collectivement) les théoriciens et écrivains anarchistes, on créa le concept (volontairement flou) d'« entente ». Avec les lois « scélérales » (de 1893 et 1894) apparaît un nouveau type de culpabilité: la propagande (« apologie ») – les mots sont devenus des actes. Les intellectuels dreyfusards s'emploieront ensuite à nier le rôle des anarchistes dans la généalogie des « lois scélérales », cherchant à définir l'intellectuel non plus par cette transgression épistémologique (indistinction entre les actes et les mots) mais par la recherche du Juste et du Vrai. Avant d'expulser les anarchistes du champ politique, à la fin du siècle.

Une image déformée de l'anarchisme

On voit donc ce qu'une telle étude, extrêmement bien documentée, et réellement stimulante, peut apporter à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement anarchiste. Même si son point de départ n'est pas l'anarchisme, mais le terrorisme, ce livre éclaire aussi l'histoire de l'anarchisme, et montre comment, faute de pouvoir expliquer les attentats, on fit porter la responsabilité des bombes sur les écrivains anarchistes désignés comme « intellectuels », donc punissables. Ceci dit, à cause de son objectif très ciblé, le livre donne une image quelque peu déformée de l'anarchisme. Certes, les anarchistes ont toujours refusé toute représentation politique, toute délégation de pouvoir... Mais faut-il y voir, comme le fait Uri Eizensweig, une contradiction essentielle de l'anarchisme (il parle par exemple de « la contradiction qu'il y a à agir dans la sphère politique tout en refusant de s'identifier politiquement, c'est-à-dire de s'intégrer au jeu symbolique des médiations sociales », p. 100)? Refuser la délégation n'est pas refuser l'action poli-

tique. Mais dans ce livre, il n'est nullement question de démocratie directe, de communalisme... Certes, l'auteur s'intéresse plus à la perception qu'à la société française des anarchistes qu'à l'anarchisme lui-même. Pourtant, il me semble que la plus grande faiblesse de cet ouvrage est que Uri Eizensweig considère l'anarchisme comme une « idéologie politique ». Or, la particularité du discours anarchiste, et ce dès la fin du siècle, est de se poser en anti-idéologie, justement parce qu'il se méfie des mots et de l'emploi qu'on peut en faire (ce que montrent très bien de nombreuses citations du livre). L'anarchisme ne se veut pas idéologie mais méthodologie (l'art d'accorder les moyens et les fins). Certes, la propagande par le fait a inspiré des actes terroristes, mais peut-on pour autant la réduire à l'explosion de bombes (bombes qui, d'ailleurs, devaient attirer l'attention sur un discours)?

A nous de jouer maintenant

Et l'on en revient à l'une des préoccupations essentielles des anarchistes: comment intervenir dans la vie politique en refusant le système représentatif? Peut-on se faire entendre sans porte-parole? Cela, Uri Eizensweig n'en parle pas – ce n'est certes pas sa préoccupation. Mais c'est la nôtre. À nous de jouer, maintenant, afin qu'un jour l'on parle un peu moins de bombes et un peu plus d'anarchisme social. À nous d'agir, non « par le poignard, le fusil ou la dynamite », comme l'écrivait Kropotkine en 1880, mais dans les occasions qui se présentent tous les jours, « où il y aurait à agir, d'une manière un peu moins brillante qu'on ne le rêve peut-être [et que ne le rêvent certains universitaires!], mais tout aussi efficacement » (*Le Révolté*, 4-10 septembre 1886).

Caroline Granier

Uri Eizensweig, *Fictions de l'anarchisme*, Christian Bourgois, 2001, 358 p., 150 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot 75011 Paris

copinage

Hamou chantera le 14 juin au **Forum Léo Ferré** (11, rue Barbès, Ivry-sur-Seine); **Zaniboni** les 15 et 16 juin à 20 h 30 (ouverture des portes à 19h30, bar et petite restauration froide). Places: 80 F; 70F. Tél.: 01 46 72 64 68.

La compagnie NAJE (Nous n'Abandonnerons Jamais l'Espoir) réalise un spectacle de théâtre-forum avec 20 habitants de 6 villes et 8 comédiens de la compagnie: **Les résistants du quotidien dans la guerre économique**. Samedi 2 juin à 20 heures à la Laiterie à Strasbourg.

René Binamé sera en concert au Wagon de Saint-Brieuc dans le cadre du Fucking Art Rock Festival le vendredi 1er juin.

Du 30 mai au 3 juin, la compagnie Jolie Môme donne de nouvelles représentations de « **Camarade Prévert!** », en hommage au Prévert du groupe octobre. Places 100F et 70 F. Réservations: 01 48 08 39

radio libertaire
Paris • 89.4 MHz

jeudi 30 mai à 18h 30:

Si Vis Pacem: Gaston Coute, poète enragé contre la guerre.

mercredi 6 juin à 10h 30:

Blues en liberté: Concerts de l'été, et tournées.

Les Brouillards de la Butte

Patrick Pécherot

UNES DES DERNIÈRES PARUTIONS DE LA SÉRIE Noire Gallimard. Entre polar et scène de genre, voyage au cœur de l'univers anarchiste des années 20. Le narrateur anonyme de cette histoire est un personnage inspiré par le créateur de Nestor Burma, Léo Malet. À 18 ans, ce jeune méditerranéen est venu à Paris pour concrétiser son ambition de poète. C'est pour lui le temps de la « bohème »; pour survivre, il accumule les petits boulots, et côté de ses activités dans un cabaret de Montmartre. Il pratique également le cambriolage avec une bande d'illégalistes sans le sou. Ses ennuis et ceux de ses camarades vont commencer quand, dans un coffre-fort volé chez un riche propriétaire de l'avenue Junot, ils découvrent... un cadavre! C'est le début, pour le narrateur, d'une enquête qui va le mener très loin!

L'enthousiasme que procure ce roman ne tient pas seulement à la fiction, mais aussi au clin d'œil que l'auteur adresse au Montmartre anarchiste de 1926. Du siège du *Libertaire* à une manif pour Sacco et Vanzetti, le narrateur-héros évolue dans un univers marqué par le sceau de la fraternité (« des couteaux pour trancher le pain de l'amitié » chantait Ferré); une

fraternité toute empreinte de pudeur et d'émotion, comme lorsqu'après la scène traumatisante de l'enterrement d'un cadavre, Lebœuf, un des compagnons du héros, dit à celui-ci: « Eh ben, môme? [...] Allez, mon gamin, on rentre. »

C'est toute une atmosphère que cherche à recréer l'auteur du roman: la misère noire de Montmartre sert de toile de fond à l'évocation du milieu intellectuel autour duquel gravite le héros. Rencontre fortuite d'André Breton ou d'Antonin Artaud, scènes de cabaret, la Goulue devenue clocharde... Bref, l'atmosphère de cette Belle Époque qui n'en était pas une, surtout pour les gens qui, comme les protagonistes du roman, étaient marqués par la révolte et le dégoût de la guerre, « cette plus grande cochonnerie inventée par les hommes ».

Le talent de Patrick Pécherot est d'avoir su allier émotion et humour, formules argotiques et passages lyriques. C'est un grand moment d'émotion que ce livre, en même temps qu'un bon polar.

Fabricé. – Claaaash (Paris)

Les Brouillards de la Butte, Patrick Pécherot, Gallimard, collection Série Noire n° 2606 - 35 F.

Sit-in festif à Lyon contre la loi anti-rave

Comme à Lille, Nantes, Marseille, Toulouse ou Paris, la proposition de loi anti-rave déposée par le député RPR Mariani a déclenché une manifestation place des Terreaux à Lyon. 300 à 400 personnes ont dansé toute l'après-midi autour d'une sono diffusant de la musique techno. Des banderoles avaient été réalisées pour l'occasion: « L'État français veut interdire la liberté de rassemblement. Non à la loi Mariani » ou « Le contrôle social ne concerne pas que l'individu. Il touche aussi l'art et la culture ». Une pétition circulait aussi parmi les manifestants et les nombreux chiens présents. Si le look zonard de la plupart des ravers ainsi que les bières et les substances illicites qui passaient de mains en mains pouvaient horrifier quelques honnêtes gens, l'ambiance était bon enfant. La police ne s'y pas trompée puisqu'elle s'est contentée d'une surveillance discrète.

S'inscrit dans le projet de loi sur la sécurité quotidienne, l'amendement 198 de Mariani prévoit la saisie du matériel de sonorisation utilisé lors des fêtes techno organisées sur les terrains publics ou sur les terrains privés. La classe politique cherche ainsi à interdire des fêtes gratuites, populaires et spontanées qui se déroulent hors du circuit commercial. Ces occupations temporaires et festives de l'espace sont ce qui gêne le plus l'État. Participant à une forme de détournement de l'espace public ou rural, ces rassemblements musicaux restent en effet difficilement localisables c'est-à-dire contrôlables.

En tentant d'institutionnaliser les *free parties*, ce texte de loi a finalement amené les ravers sur le terrain politique. Espérons que ce début de prise de conscience puisse s'étoffer car l'état d'esprit qui prévaut dans le milieu techno se limite bien souvent à la simple défonce nominaliste de son existence, excluant ainsi toutes idées de remise en cause de l'ordre social.

Guillaume. - groupe Durruti (Lyon)

La pétition est disponible notamment sur <http://3boom.net/kaniar>

Semaine nationale d'action contre la vidéosurveillance du 9 juin au 15 juin

LES VIDÉOSURVEILLANCES ÉTENDENT leurs tentacules sur des domaines de plus en plus variés: entreprises, centre commerciaux, rues et places publiques, transports en commun, maisons de quartiers, parties communes des immeubles... Son implantation géographique ne cesse de croître: les quelques villes laboratoires font aujourd'hui place nette à des réseaux de villes dans les agglomérations: Nantes, Strasbourg, la Seine-Saint-Denis.

Ses capacités techniques de contrôle sont sans cesse accrues: programmes de reconnaissance des comportements déviants, logiciels d'identification....

La liberté individuelle et la vie privée deviennent un sous-produit de la raison d'Etat et des pratiques sécuritaires.

La liberté individuelle et la vie privée deviennent des marchandises que l'on peut acheter pour les mettre en scène (loft story) tout en banalisant la dénonciation et l'exclusion....

Il devient naturel de contrôler tout autant que d'être contrôlé. Les dérives liberticides et totalitaires des « Big

Brother » consacrent le règne du contrôle social. Dans une société de plus en plus fortement marquée par le sceau des ses inégalités, nous sommes de plus en plus convaincus que justice sociale et liberté individuelle vont de pair.

Des collectifs issus du mouvement social présents dans une vingtaine de villes ont décidé de réagir. Ils entendent:

- interpellier l'opinion sur ce débat confisqué,
- empêcher l'installation de nouveaux réseaux et l'utilisation des anciens.

Des actions à Belfort, Valence, Paris-Levallois story, Nantes, Lyon, Perpignan, Toulouse, Brest, Nancy, Montpellier-Lunel...

Coordination nationale contre la vidéosurveillance

A G E N D A
samedi 2 juin

BESANÇON: A l'occasion du 58^e congrès de la FA, le groupe Proudhon organise un **concert** de soutien avec Tristan Léa chantant (très bien) Ferré, Caussimon, Brel, Tachan, Léa, etc. à 20 h 30, à la salle Battant, (50, rue Battant).

MARSEILLE: Le CIRA organise une conférence-débat « **Nature ou culture ?** » avec Pierre Jouventin, à 15 heures au 3 rue Saint-Dominique (angle place des Capucines).

mercredi 6 juin

LYON: Rassemblement à 18 heures comme chaque mercredi pour **sauver Mumia** devant le consulat des Etats-Unis, place de la Concorde. A l'initiative du COSIMAPP.

vendredi 8 juin

BESANÇON: Le groupe Proudhon de la FA organise une conférence-débat sur le **génocide des Tziganes** avec Claire Auzias auteur d'un livre sur le sujet, à 20 h 30, à la librairie l'autodidacte, 5, rue Marulaz.

ROUEN: Débat autour du film « **Ouvrières du Monde** », à 20 h 30 à la Librairie L'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire Rouen.

samedi 9 juin

PARIS: **Fête du livre libertaire** (neuf et occasion) à partir de 17 heures au 33, rue des Vignoles (20^e). A 19 heures, débat autour du livre « De l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire ».

dimanche 10 juin

PARIS: Action « **Stoppons l'épidémie** », **contre la vidéosurveillance**. Rendez-vous à 11 heures porte de Champerret (rue du Caporal Peugeot) pour dénoncer Levallois story (86 caméras).

PARIS: Fête du livre libertaire (neuf et occasion) à partir de 13 heures au 33, rue des Vignoles (20^e). A 17 h: projection du film « Adio lugano bella » suivi de « Diego ». A 19 heures, débat autour du livre « Ni l'arbre ni la pierre » en présence de l'auteur Daniel Pinós.

SAINT-DENIS: Les syndicats CNT de l'UD93 organisent une journée de débats « **organisons-nous contre la précarité** ». 11 h: forum-débat sur les logements précaires place du marché; après-midi, salles Robbes (sq. Degeyter), 14 h: précarité dans le public; 15 h 30: précarité et Europe; 16 h 30: les contrats de travail. Débats ponctués d'animations musicales « Tar Kabaré ». Tables de presse, restauration.

mercredi 13 juin

LYON: Manifestation **contre la vidéosurveillance** à partir de 18 h 30 place Bellecour organisée par les collectifs « Non à big Brother » et « SOS vidéosurveillance ».

vendredi 15 juin

TOULOUSE: Débat **contre la vidéosurveillance** à 20 h 30 à la Bourse du travail organisée par les collectifs « Souriez vous êtes filmés » et « SOS vidéosurveillance ».

samedi 16 juin

PARIS: La librairie du Monde libertaire organise un forum-débat autour du livre « Théorie générale de la révolution » de Michel Bakounine à 16 h 30 au 145, rue Amelot (11^e).

UZES: Le groupe Gard Vaucluse de la FA vous donne rendez vous à Arpaillargues (près d'Uzès), à la Fête des Libertés organisée par la Ligue des Droits de l'Homme, en collaboration avec Ras le Front. Début à 16h, stands, conférence-débat, paëlla géante, concert.

dimanche 17 juin

PARIS: Journée de soutien à la Dial house foundation. Au programme: expo de peinture (Gee Vaucher); discussion, video; concert avec Kochise et Foetus party. A 16 h 30 au CIGP, 21 ter rue Voltaire (11^e). PA.F: 30 F.

Appel pour une manifestation nationale à Paris le 9 juin contre les licenciements et les suppressions d'emplois

LES ORGANISATIONS REPRÉSENTÉES MERCREDI 16 MAI à la Bourse du travail à Paris renouvellent l'appel lancé il y a deux semaines pour l'organisation d'une grande manifestation nationale contre les licenciements et les suppressions d'emplois à Paris le 9 juin.

Cette manifestation est indispensable pour faire monter d'un cran la mobilisation. Cette même mobilisation s'est déjà concrétisée par de nombreuses manifestations, grèves et débrayages autour des travailleurs des entreprises touchées, qui doit se poursuivre dans les jours et les semaines qui viennent (Marks & Spencer à Londres le 17 mai, Moulinex le 19, journée d'action de la CGT le 22, etc.).

Loin de s'opposer à toutes ces initiatives, cette manifestation nationale doit permettre leur convergence et être le point de départ d'une mobilisation encore plus forte contre tous les licenciements. Comme tous les travailleurs et tous les militants syndicalistes de ce pays, nous pensons qu'il ne faut pas manquer l'occasion de réagir tous ensemble afin de ne pas être battus les uns après les autres.

Nous nous adressons aux dizaines de milliers de salariés sous la menace immédiate d'un plan de licenciements; à tous ceux, plus nombreux encore, qui le seraient demain

si nous laissons faire; à tous les travailleurs sans exception pour qui les charrettes de licenciements actuels signifieraient inévitablement une pression accrue sur les salaires et les conditions de vie et de travail. Ce n'est que par une démonstration de force massive que nous imposerons, dans le secteur privé comme dans le secteur public, l'arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois.

Nous demandons à tous les travailleurs et syndicalistes d'œuvrer au sein de leurs organisations pour qu'elles se prononcent dans ce sens. Nous appelons donc tous les syndicats, confédérations syndicales, tous les partis politiques et toutes les associations qui entendent défendre les intérêts du monde du travail d'appeler à cette manifestation et de contribuer à la mettre sur pied.

Autour des salariés des entreprises menacées (LU/Danone, Marks & Spencer, AOM-Air Liberté, Péchiney, Motorola, Valeo...) et de leurs syndicats, les représentants des organisations syndicales, des partis politiques et des associations parties prenantes de cette mobilisation, appellent tous les salariés à se retrouver, tous ensemble, à Paris le 9 juin.

NDLR: Cet appel est signé par des centaines de syndicats, associations et organisations politiques (dont la liste est bien trop longue pour être reproduite ici).

En bref... En bref... En

■ Parution du numéro 14 de la lettre des militant.e.s syndicalistes libertaires (mai 2001).

Envoi d'un numéro gratuit sur demande: lettre msl c/o librairie la Plume Noire 19 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

■ Le groupe Métropole illoise de la FA vend le Monde libertaire chaque dimanche au marché de Wazemmes à

Lille à partir de midi, ainsi qu'au marché de l'Épeule à Roubaix et au marché de Croix en alternance à partir de 10h30. Toujours sur Lille: la Voix sans Maître, l'émission du CCL et de la FA, chaque vendredi de 20h à 21h sur radio Campus - 106.6 mhz.

■ La brochure sur les sectes du CRASER-FA est en ligne sur le site de la FA de

Rennes. www.multimania.com/farenne/s/craserfa.html

■ Retrouvez la FA sur les ondes de Radio Périgueux (102.3). « Basta Ya » chaque jeudi de 14 h à 15 heures. Émission diffusée le samedi à 9 heures.

Le groupe de Chambéry: <http://www.multimania.com/groupeacratie/>